

## CETTE SEMAINE

Il y a un siècle, en 1911 : un million de femmes manifestent dans toute l'Europe (page II)

10 numéros, 10 pays en un siècle : la Syrie (page III)

Dossiers/Arguments : Comment risque de disparaître le pluralisme de la presse (deuxième partie) (page IV)

### LA CHRONIQUE

#### Août 1914

« En Europe, l'endettement par rapport au PIB est de 80 % en moyenne. Il est de plus de 100 % aux Etats-Unis. Il y a trois façons de le résorber : une guerre, qui est heureusement inconcevable, le retour de l'inflation, qui est hors de l'épure à cause de la mondialisation, et la rigueur » (Alain Minc, 7 août 2011).

« La seule chose qui aurait pu résoudre le problème de la dette, l'histoire économique nous l'a appris, c'est : ou la guerre, ou l'inflation, ou la croissance. Les deux premières solutions ne sont pas souhaitables » (Jacques Attali, 11 août 2011).  
Ce n'est pas le lieu ici de s'expliquer sur le caractère des guerres, car la guerre est constante, engagée ou fomentée par l'impérialisme contre les peuples en Irak, Afghanistan, Libye, Afrique...

Mais ces citations montrent bien que les « solutions à la crise », comme ils disent, ne relèvent pas de techniques financières, boursières, de mécanismes occultes, mais sont l'expression de relations sociales et politiques entre exploités et exploités, mises en œuvre par des gouvernements. En 1914, la guerre engendrée par l'impérialisme a été possible du fait de la trahison de la II<sup>e</sup> Internationale socialiste et de ses partis, dont les parlementaires, en particulier en Allemagne et en France, ont sacrifié l'indépendance de classe au nom de « l'Union sacrée » avec leurs bourgeoisies respectives, voté les crédits de guerre, reniant leurs engagements de partis ouvriers.

« Les manifestations, j'en ai vu quelques-unes ! J'étais là quand on a gueulé contre les bagnes militaires, pour la libération de Rousset : là aussi, on était bien 100 000... Et plus de 100 000, pour sûr, au Pré Saint-Gervais contre le service militaire à trois ans. Mais ce soir ! Etait-on 300 000, 500 000, un million ? Personne ne peut savoir. De Belleville à la Madeleine, ce n'était qu'un flot, ce n'était qu'un cri : vive la paix ! Non, non, les gars, une manifestation pareille, j'avais pas encore vu ça, moi, et je m'y connais ! Ce soir, je vous le dis : si on avait eu du cran, le régime, il était par terre. On a raté la belle occasion. Place de la République, quand on s'est mis en branle avec les drapeaux, si à ce moment-là on avait eu un type à la hauteur, sais-tu où il nous emmenait tous comme un seul homme ? A l'Elysée pour faire la révolution ! » (Roger Martin du Gard, Les Thibault, tome IV, L'été 1914).

C'était le 27 juillet 1914. Cette force immense pouvait encore renverser le cours des choses. Mais, peu après, les groupes parlementaires socialistes allaient voter, en Allemagne comme en France, les crédits de guerre. Indépendance de classe, respect du mandat : c'est toujours la même question aujourd'hui.

Josette Logereau

Photo Roger-Viollet



L'IMAGE DE LA SEMAINE

Paris, août 1914 (début de la Première Guerre mondiale) : départ d'un régiment pour le front. Le bilan de cette boucherie : environ 9 millions de morts et autant d'invalides (dont, pour la France, 1,4 million de tués et de disparus).

### LA GRILLE DE LA SEMAINE

(Par Michel Bizien)

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

#### Horizontalement

- Joug.
- Romaine, par exemple. Cadre noir.
- Us et coutumes.
- Signerai.
- N'a pas peur des rois ! Après coup. Repose.
- Relater.
- Pronom. Erbium. Baie.
- Palette de couleurs.
- Expérimentés.
- Profitez de celle du patron pour faire la votre ! Tête blonde.

Solution de la grille du n° 161

D	E	M	O	C	R	A	T	I	E
E	P	A	R	P	I	L	L	E	S
C	R	A	N		P	T		N	P
R	O	S	E	R	A	I	E		A
O	U	T		A		M	U	S	C
I	V	R	O	G	N	E		O	E
T	E	I	N	T	A	T	E	S	
R	E	C	U	I	V	R	A	I	S
A		H		M	E	E		E	T
S	O	T	T	E	S		U	S	E

#### Verticalement

- A. Proscris. B. Peut être remplacé par un sombrero. Deuxième sous sol. C. Sans intérêt. A passé le col. D. Normalement inutiles l'été. E. Construirait. F. Ancienne mesure de capacité. Prises en note. G. C'est-à-dire. Aller simple. H. Sans parti ni syndicat. I. Embellis. Sélénium. J. Placera.

Il y a un siècle, en 1911

# 5. Un million de femmes manifestent dans toute l'Europe

Christel Keiser

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, d'abord en Grande-Bretagne, puis en France, les « suffragettes » sont les premières à réclamer le droit de vote pour les femmes. Militantes féministes bourgeoises, leur préoccupation n'est pas que le suffrage universel soit accordé aux femmes du prolétariat. Elles demandent seulement le droit de vote pour elles et sont prêtes à accepter un droit de vote censitaire. C'est pourquoi il n'y aura jamais d'alliance entre les femmes socialistes et les féministes bourgeoises. Car le mouvement ouvrier a toujours lié le combat pour les droits des femmes au combat d'ensemble pour l'émancipation de la classe ouvrière. Il a également toujours considéré que la société capitaliste plaçait les femmes travailleuses dans un double rapport d'oppression : comme femmes travailleuses à l'usine et comme chargées des tâches domestiques dans leur famille. Parce qu'il combat pour l'égalité économique et sociale entre tous, le mouvement ouvrier combat pour l'égalité économique et sociale de la femme. Égalité qui exige de remettre en cause le système de la propriété privée des moyens de production. Mais le combat pour l'émancipation est directement relié au combat pour les droits démocratiques, et notamment pour le droit de vote des femmes. C'est pourquoi les femmes socialistes n'ont pas laissé les suffragettes porter le flambeau d'un combat juste qu'elles dénaturaient, mettant en danger le suffrage universel intégral pour toutes les femmes. Dès la première conférence internationale des femmes socialistes, en 1907, elles décident d'en faire un combat central.

Photo Roger-Viollet



Magdebourg (Allemagne), le 24 septembre 1910 : Clara Zetkin (à gauche) et Rosa Luxemburg (à droite) se rendent à une réunion du Parti social-démocrate d'Allemagne.

C'est à Stuttgart, en 1907, que se réunit la première conférence internationale des femmes socialistes, à l'initiative de Clara Zetkin, militante socialiste allemande et rédactrice en chef de *Die Gleichheit* (« L'Égalité »), le bulletin des femmes socialistes, qui comptera jusqu'à 125 000 abonnés. 58 déléguées de quinze pays y sont présentes. La conférence est l'occasion pour Clara Zetkin, s'appuyant sur la résolution adoptée en 1900 par le congrès du Parti social-démocrate (SPD) (1), de lancer un appel aux partis socialistes pour qu'ils organisent les femmes de la classe ouvrière : « Que le Parti socialiste qui organise la lutte des classes s'emploie pour donner le suffrage universel aux femmes, et celles-ci viendront intensifier cette lutte (...). Elles prendront conscience de leur classe et seront prêtes pour la lutte des classes. Que la femme obtienne le droit de vote et tout changera en face pour elle, on la craindra et on l'écouterà. » Elle en profite pour dénoncer l'action des suffragettes : « Les féministes bourgeoises ne demandent pas le suffrage universel. Elles tiennent à leurs prérogatives de classe (...). Nous repoussons le suffrage restreint pour les femmes comme

une injure : c'est une arme de la bourgeoisie. » Sur cette base, la conférence vote une résolution en faveur du suffrage universel sans distinction de sexe, ainsi qu'une motion pour le maintien de la paix et une autre sur les revendications des femmes travailleuses. A Copenhague, en août 1910, se réunit la deuxième conférence internationale des femmes socialistes. Venues de dix-sept pays, les 100 déléguées vont débattre pendant deux jours, en particulier du suffrage universel et de la guerre menaçante.

**« Il faut donner les mêmes armes aux travailleuses qu'aux travailleurs contre l'ennemi commun »**

Si Clara Zetkin considère que le combat pour le suffrage universel pour les deux sexes est essentiel, car « il faut donner les mêmes armes aux travailleuses qu'aux travailleurs contre l'ennemi commun », elle fait observer que la revendication d'une égalité totale est une pure illusion dans le système capitaliste : « Le droit de vote sans liberté économique n'est ni plus ni moins qu'un chèque sans provision. Si

l'émancipation sociale dépendait des droits politiques, la question sociale n'existerait pas dans les pays où est institué le suffrage universel. » Par ailleurs, elle combat les féministes bourgeoises qui défendent un droit de vote restreint et censitaire (le « droit des dames ») et non le suffrage universel. La conférence de Copenhague décide de franchir un pas en organisant les actions nécessaires à l'obtention du droit de vote des femmes : « Nous estimons qu'une propagande intensifiée en faveur de l'égalité politique des sexes dans les milieux ouvriers est devenue inéluctable. » Multiplication de pétitions, interventions au Reichstag, motions, rubriques régulières dans *Die Gleichheit*... : le combat pour le droit de vote va mobiliser les femmes socialistes pendant des années. Une résolution décidant une journée internationale de lutte pour le droit de vote des femmes est adoptée par la conférence de Copenhague, précisant que « les femmes socialistes de tous les pays doivent l'organiser en accord avec leurs organisations politiques et syndicales ». Pour 1911, la date choisie est le 19 mars, en commémoration du quarantième

## Repères

### L'histoire de la conquête du droit de vote des femmes

- **1869** : L'action des associations pour le suffrage des femmes permet que l'Etat du Wyoming, aux Etats-Unis, accorde le droit de vote aux femmes. Ce n'est qu'en 1920 que toutes les femmes américaines pourront voter.
- **1893** : Les femmes de Nouvelle-Zélande obtiennent le droit de vote, sur la base d'une pétition présentée au Parlement qui a recueilli 30 000 signatures, soit un quart de la totalité des femmes adultes.
- **1906** : C'est au tour des Finlandaises d'obtenir ce droit.
- **1908** : Au Danemark, le droit de vote est accordé uniquement aux femmes de plus de 25 ans et qui paient des impôts.
- **1912** : Les femmes allemandes obtiennent non seulement le droit de vote, mais également l'ensemble des droits politiques.
- **1919** : Le gouvernement anglais accorde le droit de vote aux femmes de plus de 30 ans. Ce droit sera étendu à toutes les femmes en 1938 ; la même année, le droit de vote est accordé aux femmes de Tchécoslovaquie, de Suède, d'Autriche, des Pays-Bas et du Luxembourg.
- **1931** : Au Portugal, seules les femmes diplômées de l'enseignement supérieur peuvent voter, alors que les hommes peuvent voter s'ils savent lire et écrire. La même année, les femmes espagnoles peuvent également voter... jusqu'à l'arrivée de Franco au pouvoir, en 1939.
- **1945** : Les femmes françaises votent pour la première fois, d'abord pour les élections municipales, puis pour les élections à l'Assemblée.

anniversaire de la proclamation de la Commune de Paris. Pendant la Commune de Paris, en effet, la participation des femmes a été essentielle. Elles ont mis sur pied des crèches, des cantines, des organismes de solidarité, mais elles ont aussi participé en première ligne aux combats durant la Semaine sanglante. Le 19 mars 1911, plus d'un million de femmes manifestent dans toute l'Europe et aux Etats-Unis. En Allemagne, en Suisse, en Autriche, au Danemark, elles célèbrent la Journée internationale des femmes. Dans la seule ville de Berlin, 45 meetings rassemblent plus de 40 000 participants. En 1912, c'est le premier 8 mars. En 1914, la Journée internationale des femmes pour le droit de vote et contre la guerre impérialiste qui menace est décidée pour le 8 mars. Entre 1911 et 1913, pour contrecarrer la mobilisation massive des femmes le 8 mars, les féministes bourgeoises organisent des journées au mois de juin. Mais c'est en 1917, avec la grève des ouvrières de Saint-Petersbourg, que la tradition du 8 mars se met réellement en place. Le 8 mars 1917, en Russie, les femmes manifestent pour réclamer du pain et la paix. C'est le premier jour de la révolution russe. Le 8 mars est la journée des femmes de la classe ouvrière mondiale, contre l'exploitation, contre l'oppression et pour l'obtention de tous leurs droits démocratiques.

(1) La résolution indique que « les personnes de confiance (les déléguées des cercles féminins du SPD au congrès — NDLR) sont chargées de veiller que les revendications des femmes et des filles prolétaires soient mises en avant, avec énergie, à tous les niveaux de la vie sociale. Elles doivent œuvrer à ce que le prolétariat féminin prenne part à toutes les tâches et à tous les devoirs de sa classe, et qu'en retour les intérêts et les efforts des femmes prolétaires reçoivent un soutien matériel et moral de la part de l'ensemble de la classe ouvrière organisée. »

10 numéros,  
10 pays  
en un siècle

# La Syrie

François Lazar

La Syrie moderne trouve son origine dans le démantèlement de l'Empire ottoman (allié à l'Allemagne) au sortir de la Première Guerre mondiale. En 1920, des nationalistes arabes syriens proclament une monarchie constitutionnelle, à la tête de laquelle est hissé le prince Fayçal, fils d'Hussein ibn Ali, chérif de la Mecque, qui s'était allié aux Britanniques contre les Ottomans lors de la Première Guerre mondiale. La même année, la Conférence de San Remo place le territoire de la Grande Syrie (incluant le Liban) sous le contrôle de la France, qui contraint Fayçal à la fuite en Irak, où il sera proclamé roi en 1921 avec le soutien britannique. C'est dans les années qui suivent que la frontière entre le Liban et la Syrie va être arbitrairement établie.

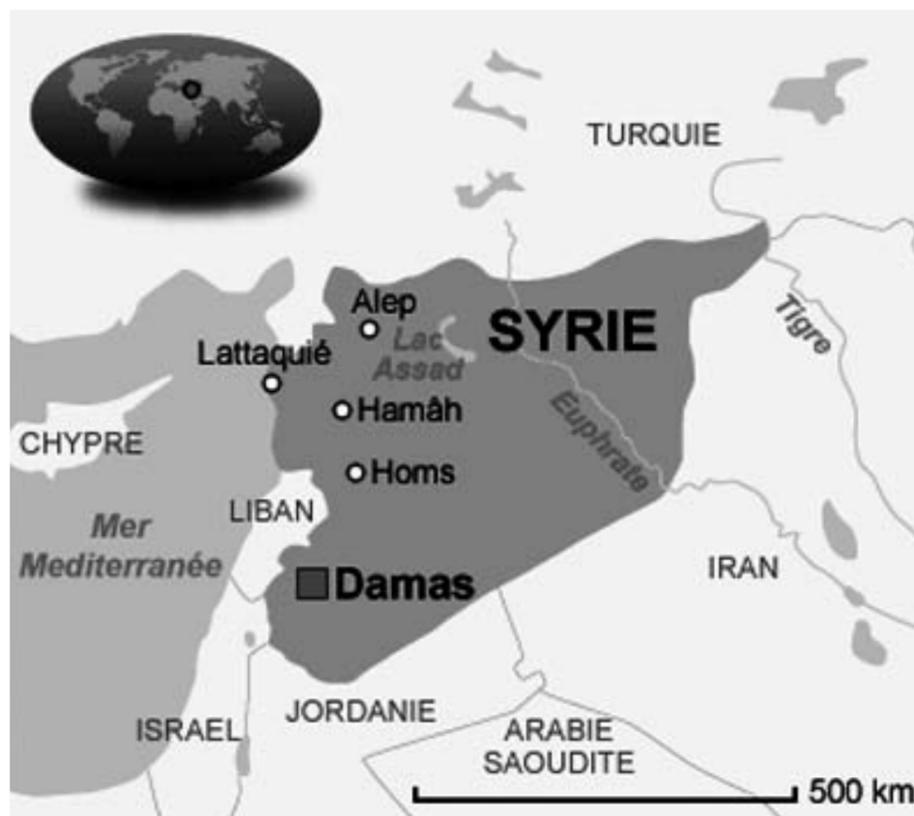
La période du mandat français en Syrie sera marquée par une succession de révoltes, de tentatives d'insurrection. Les autorités syriennes sous contrôle français revendiquent en vain, notamment à partir de 1936, l'adoption d'un traité d'indépendance. Pendant la Seconde Guerre mondiale, à la suite de la constitution du gouvernement de Vichy, les troupes britanniques, appuyées par les éléments de l'armée française ralliés au général de Gaulle, prennent militairement le contrôle du territoire. Jusqu'au bout, les représentants de l'impérialisme français, du moins ce qu'il en reste en cette période, refusent l'indépendance exigée par les gouvernements et Parlements nationaux sous tutelle coloniale.

## La création de la République syrienne

Le 30 novembre 1943, la Chambre des députés syrienne vote pour débarrasser la Constitution de son seul article qui fait référence à la France et à un droit de veto de celle-ci. Le premier mouvement de De Gaulle est de réprimer. Il faudra attendre 1946 pour que la Syrie obtienne son indépendance.

La création de l'Etat d'Israël en 1948 et les guerres qui se succéderont marquent la jeune République syrienne. Depuis 1967, le quart du budget de l'Etat syrien est consacré à la confrontation et au rapport de force avec l'Etat d'Israël.

Dès ce moment, le pays plonge dans un processus de complots internes et de guerres intestines, tous les belligérants se revendiquant de l'histoire syrienne, marquée par le premier empire arabe de l'histoire, celui des Omeyyades, dont la capitale était à Damas. Les régimes politiques se succèdent violemment, faisant également face à de nombreuses tentatives israéliennes de déstabilisation. En 1965, le parti Baas (1), dans un rapport équivalent à ce que pratiquent les bureaucraties liées à l'Union soviétique, développe très largement les services publics et nationalise les moyens de production, notamment pour assurer un contrôle de l'économie. La défaite militaire de 1967 face à l'Etat d'Israël et la perte du plateau du Golan vont donner une importance centrale au budget militaire dans l'économie syrienne. Le dernier coup d'Etat est conduit



par le général Hafez el-Assad, dirigeant du parti Baas et père de l'actuel président syrien. Après avoir refusé de suivre son état-major, qui voulait soutenir le soulèvement palestinien en Jordanie, il écarte celui-ci, accède au pouvoir en novembre 1970 et fonde un régime policier de parti unique (ce qui n'empêchera pas le régime d'instrumentaliser la question palestinienne à son profit). Très tôt, le pouvoir s'allie avec une couche commerçante issue de la majorité démographique sunnite, qui acquiert la capacité de faire des affaires, notamment par les importations. En 1974, à la suite d'un accord de désengagement militaire avec les Israéliens, Assad reçoit à Damas le président américain Nixon.

De 1976 à 1982, une offensive armée sanglante des Frères musulmans, soutenue par la Jordanie et par l'Irak, cherche à renverser le régime et provoque en retour une vague de répression tout aussi sanglante. Dans le même temps, la Syrie est utilisée par l'impérialisme pour maintenir l'ordre au Liban (voir l'article consacré au Liban — NDLR) et écraser l'insurrection révolutionnaire, qui pourrait avoir des répercussions en Syrie même. Parallèlement à l'offensive des Frères musulmans, se déroulent plusieurs manifestations ouvrières et démocratiques contre l'intervention militaire au Liban, bravant l'état d'urgence en place depuis 1963, qui interdit les grèves. Le régime syrien réprime indistinctement.

## Le régime d'el-Assad

La politique extérieure d'el-Assad se caractérise par une oscillation régulière entre la pression de l'impérialisme ou celle de l'Union soviétique. Le régime syrien soutiendra ainsi l'Irak contre l'offensive irakienne soutenue par les Etats-Unis, participera à la guerre américaine contre l'Irak en 1990 (contre l'opinion majoritaire dans le parti Baas) en envoyant 20 000 soldats pour participer à la « libération » du Koweït, refusera toute implication

dans les accords d'Oslo (qui marquent la création de l'Autorité palestinienne). Après les attentats du 11 septembre 2001, Bachar el-Assad, qui vient de succéder à son père décédé un an plus tôt, collabore avec les Etats-Unis dans la prétendue guerre contre al-Qaïda (prétexte à l'invasion de l'Afghanistan et à l'intensification de la pression contre l'Irak). Cette intervention permet surtout au régime syrien, au bord de la faillite, de bénéficier d'un afflux de capitaux en provenance des pays du Golfe. Cependant, la Syrie va rester dans la liste des pays liés à « l'axe du mal », en raison de son opposition à l'Etat hébreu, qui colonise le plateau du Golan et affirme toute restitution impossible.

En février 2005, l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri (voir l'article sur le Liban — NDLR), permet à l'impérialisme américain et à l'Etat d'Israël d'accroître la pression en accusant Damas d'être derrière l'attentat. Les troupes syriennes quittent le Liban. En 2006, considérant le pays comme un élément essentiel de la stabilité régionale, le rapport des sénateurs américains Baker et Hamilton sur le Moyen-Orient préconise la reprise du dialogue. En 2008, le président Bachar el-Assad se rend en visite en France, à l'occasion du sommet de l'Union pour la Méditerranée, où il est reçu par Nicolas Sarkozy. Tout en qualifiant régulièrement la Syrie d'arrière base du « terrorisme », l'enjoignant de rompre ses relations avec les organisations libanaises anti-israéliennes ou avec l'Irak, l'impérialisme américain multiplie les signes de réchauffement, considérant le régime syrien comme un facteur d'ordre contre révolutionnaire dans la région.

## Les « réformes » de Bachar el-Assad

La privatisation du système économique syrien, produit de la pression des Etats-Unis et du FMI, se fait avec la bénédiction de larges fractions de la caste qui dirige le régime. Elle plonge, dans la dernière décennie, une frange importante de la population dans la pauvreté, tout en aggravant la corruption des groupes liés au pouvoir, qui cherchent à accaparer le produit des privatisations. Aujourd'hui, environ 10 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté, avec un taux de chômage, notamment chez les jeunes, de 30 %.

La place stratégique de ce pays le propulse au centre de toutes les manœuvres, de tous les conflits d'intérêts qui bouleversent la région actuellement.

(1) Le parti Baas (ou Baath) est fondé en Syrie en 1947 par des nationalistes arabes socialistes. Baas signifie en arabe « résurrection ». Ses principales branches se trouvent en Syrie et en Irak.

## Les grandes dates

- 1916 : Les accords franco-britanniques « Sykes-Picot » décident le partage du Proche-Orient entre les Alliés dès la fin de la guerre.
- 1917 : Démantèlement de l'Empire ottoman.
- 1919 : Le Congrès national syrien revendique sa souveraineté.
- 1920 : Les territoires de la Grande Syrie (à l'exception de la Palestine, qui sera placée sous mandat britannique) passent sous le contrôle militaire de la France.
- 1925-1926 : L'armée française d'occupation subit plusieurs revers face à une rébellion nationaliste puissante.
- 1943 : Les députés syriens votent pour débarrasser la Constitution de la référence à la France. De Gaulle organise la répression.
- 1949-1970 : L'Etat syrien est bouleversé par une quinzaine de coups d'Etat.
- 1967 : Défaite face à l'armée israélienne, qui envahit le plateau du Golan.
- 1970 : Hafez el-Assad prend le pouvoir.
- 1976 : Intervention militaire au Liban.
- 1982 : Invasion israélienne au Sud-Liban et reflux de l'armée syrienne.
- 1987 : Retour de l'armée syrienne à Beyrouth.
- 1990 : La Syrie est membre de la coalition pro-américaine contre l'Irak.
- 2000 : Mort d'Hafez el-Assad. Son fils Bachar lui succède.
- 2002 : La Syrie est inscrite sur la liste des pays de l'« axe du mal ».
- 2005 : Aggravation des tensions après la mort de l'ancien Premier ministre libanais, Rafic Hariri. La Syrie fait l'objet de pressions et de menaces constantes de la part de l'impérialisme américain. Départ des troupes syriennes du Liban.
- 2010 : Réouverture de l'ambassade américaine à Damas, fermée depuis cinq ans.

## Une répression sanglante marquant une impasse totale

Début 2011, face aux mouvements de révolte qui se répandent dans plusieurs pays arabes, le gouvernement syrien annonce qu'il versera 11 dollars par mois à certaines des familles les plus pauvres du pays. Aussitôt, le FMI enjoint la Syrie d'abandonner les subventions alimentaires.

Depuis mars, des manifestations populaires réclamant des droits démocratiques regroupent toutes les composantes « ethniques » de la société syrienne. Le régime policier aux abois, incapable de s'autoréformer, ne cesse de réprimer brutalement, et sans distinction, toutes les revendications démocratiques. L'impasse est totale.

Avant le déclenchement du mouvement de révolte en Syrie, le régime s'était engagé dans des négociations avec les Américains et les Saoudiens pour mettre en place une réforme fondée sur des « ajustements structurels » avec, à la clé, de nouveau, un abandon de son alliance historique avec l'Irak et une promesse de paix avec l'Etat d'Israël. La Syrie réclame le retour du Golan, ce que les Israéliens ne sont pas prêts à accepter.

La direction actuelle du parti Baas, coupée des larges masses (malgré un nombre élevé d'adhérents), est composée de clans mafieux qui s'entredéchirent, certains ouvertement soutenus par le département d'Etat américain.



## Dossiers/Arguments

# Comment risque de disparaître le pluralisme de la presse (deuxième partie)

Fabrice Toscan

Les journaux vont mal. Leur diffusion baisse en même temps que leur qualité et les lecteurs se tournent vers d'autres sources. *Informations ouvrières* a cherché à comprendre les causes de ce qui représente un danger pour la démocratie. Dans cette deuxième partie, suite et fin... provisoire : un constat alarmant, une liberté fondamentale voit son champ se réduire progressivement.

**1** Emile Zola trouverait-il un journal aujourd'hui pour publier son "J'accuse"?

*L'Aurore*, comme tant d'autres titres, a disparu. A la Libération, vingt-six quotidiens nationaux se partageaient les faveurs des lecteurs. Ajoutez-y les cent cinquante-trois quotidiens départementaux et régionaux, et vous aurez une idée du pluralisme de la presse. Aujourd'hui, le public en est réduit à dix quotidiens nationaux.

Les ordonnances et les lois qui, à la Libération, ont voulu garantir le pluralisme ont finalement été détournées.

D'abord par les concentrations exorbitantes, comme autour du Hersant de la grande époque « papivore », puis, plus insidieusement, par l'appropriation des titres par les puissances financières. Avec en toile de fond la mort des autres, par asphyxie plus ou moins provoquée. Ce n'est peut-être pas fini. Aujourd'hui, les journaux disposant de ressources financières moindres courent un nouveau risque. Un projet de réforme de l'Agence France Presse (AFP) met en cause son indépendance en accroissant le rôle qu'y joue l'Etat. En juin dernier, une grève a éclaté pour s'y opposer. L'examen à l'Assemblée nationale a été repoussé à une date ultérieure, mais la menace pèse. Ce n'est pas la première tentative d'en finir avec le statut de l'AFP : il y eut un projet de privatisation sous le gouvernement Jospin, puis un projet symétrique d'étatisation, avec l'introduction d'un capital à 100 % public, en 2009.

Ces projets sont dangereux pour la démocratie, car ils s'attaquent à une institution qui garantit le pluralisme de la presse en France. Grâce à ses trois mille collaborateurs dans le monde, l'AFP fournit une information fiable à tous les journaux, même ceux qui n'ont pas les moyens d'entretenir un réseau de correspondants dans le monde. Avec des centaines de dépêches diffusées chaque jour, l'AFP met à la disposition des journalistes des faits vérifiés, leur permettant d'exercer librement leur droit au commentaire, à l'analyse, sous la responsabilité du journal où ils travaillent.

C'est pour garantir ce « droit au fait » que le législateur a, en 1957, doté l'AFP d'un statut particulier destiné à garantir son indépendance vis-à-vis de tous les pouvoirs, économiques, financiers ou politiques. Ce statut, qualifié de « statut de la liberté » par un ancien P-DG de l'AFP, Jean Marin, a fait de l'agence un « organisme autonome doté de la personnalité civile et dont le fonctionnement est assuré selon les règles commerciales ». En clair, l'AFP n'est ni une agence d'Etat ni une entreprise privée, puisqu'elle n'a ni capital ni actionnaires et que ses revenus proviennent exclusivement de la vente de ses services à ses clients, principalement les journaux.

Parallèlement, le législateur fixait à l'AFP trois obligations : elle « ne peut en aucune circonstance tenir compte d'influences ou de considérations de nature à compromettre l'exactitude ou l'objectivité de l'information » et « ne doit en aucune circonstance passer sous le contrôle



Paris, le 21 mai 2008, place de la Bourse, devant les locaux de l'Agence France Presse : rassemblement des journalistes de l'AFP contre les déclarations du président Sarkozy, qui accusait les journalistes de censurer ses propos.

de droit ou de fait d'un groupement idéologique, politique ou économique » ; elle « doit, dans toute la mesure de ses ressources, développer son action et parfaire son organisation en vue de donner aux usagers français et étrangers, de façon régulière et sans interruption, une information exacte, impartiale et digne de confiance ».

Dans ce but, le législateur avait doté l'agence d'un conseil d'administration associant représentants de l'Etat et de la presse, appelés à garantir le statut et la mission de l'agence, non pas comme tutelle, mais comme clients. L'AFP, durant sa déjà longue histoire, n'a pas été épargnée par des tentatives de pression, d'intimidation, de censure ou de manipulation, venues de tous côtés. Son statut a permis que ces tentatives restent vaines et que, en cas d'erreur factuelle, un correctif soit apporté. En mettant en cause ces dispositifs, l'Etat et les pouvoirs économiques intéressés priveraient la presse d'un de ses ressorts les plus indispensables : une information vérifiée et accessible à tous.

**2** Ces pseudo-sciences politiques qui dévoient l'information

Une école, en France, a les apparences du pouvoir sur la presse. Laurent Joffrin (*Libération*), Etienne Mougeotte (*Le Figaro*), Edwy Plenel (*Le Monde*, puis *Médiapart*) et Nicolas Beytout (*Les Echos*) sont parmi les chefs de presse qui y ont été formés : c'est Sciences-po. Cette école privée a été fondée au lendemain de la guerre de 1870, dans le but de former les élites en concurrençant l'Université, coupable aux yeux de la classe dirigeante d'avoir failli sur le plan moral et d'avoir contribué à la défaite de la France face à l'Allemagne. Autant dire que sur ces bases, dans l'héritage de Sciences-po, la vérité scientifique, universelle, est une préoccupation relative.

Il y reste quelque chose de cet esprit. On se considère ici comme l'élite du pays, dans son versant intellectuel. Le versant exécutif, c'est évidemment le pouvoir de la classe dominante, immuable. Voilà, pour les patrons de presse, le modèle à suivre pour les quelque trente-sept mille titulaires de la carte de presse.

Malgré les apparences parfois, tout journal est un journal d'opinion. Du *Monde* au *Figaro* en passant par *Libération* ou *Les Echos*, chaque rédaction suit sa propre ligne éditoriale. Mais le soutien quasi unanime de ces journaux au traité constitutionnel européen, en 2005, a montré le poids de certaines « valeurs » communes.

Pour propager ces valeurs impérieuses, cette presse sélectionne et met en valeur les informations les plus à même de convaincre du caractère inéluctable des lois, économiques notamment, qui gouvernent la société. C'est un des mille et un canaux par lesquels se diffuse l'idéologie dominante, régulièrement démentie par les faits, par le non au référendum en 2005, par la lutte des classes ou la révolution en Tunisie, par exemple.

Pour qui veut comprendre ce qui se passe dans le pays, pour qui veut en outre participer au combat politique d'émancipation, il est nécessaire d'équilibrer ce poids qui tombe du haut de la société par ce que nous appellerons des « informations ouvrières ».

**3** Garde à vous !

Sur ordre ? M. Jean-François Mancel, député, a déposé le 13 juillet une proposition de loi pour mettre de l'ordre chez les journalistes. Il veut créer un « Conseil national de déontologie journalistique », comme le Conseil supérieur des médecins créé par Vichy, connu sous le nom d'Ordre des médecins.

Ordonné, M. Mancel déplore que les journalistes portent atteinte, notamment, « au secret de l'instruction, au secret défense ».

Il propose une « autorégulation », c'est-à-dire que les débordements des journalistes soient « jugés par leurs pairs ». Mais la commission qui en serait chargée serait majoritairement composée de patrons de presse et de représentants de la « société civile » désignés par le gouvernement lui-même.

Gare à qui révélera tel scandale que l'appareil judiciaire aurait bien voulu enterrer. Gare à qui s'attaquera au « secret défense », qui est un autre nom du « bourrage de crâne » organisé par les militaires, et contre lequel a combattu, en 1916, certain *Canard enchaîné*.

**4** L'imposture surfe sur le Net

Vérité et mensonge se croisent sur Internet, autant que dans les conversations de bistro. Depuis juin dernier, cette réalité devrait être mieux prise en compte dans la presse, après qu'un Américain de 40 ans a avoué se cacher derrière une jeune blogueuse syrienne. Cette lesbienne de Damas était en fait un étudiant qui vivait et surfait en Ecosse. En pleine vague de répression du régime syrien contre le mouvement démocratique, le blog *Gay Girl in Damascus* (« Une lesbienne à Damas ») avait fait de son héroïne une vedette, dont les messages étaient lus par des milliers de personnes. Sans doute y voyaient-elles de vrais témoignages, « sur le vif ». Des journalistes s'y sont laissés prendre, ce qui a conduit les responsables des rédactions à rappeler les règles élémentaires du métier. Reste à savoir si la course au scoop qui anime les journaux, spécialement sur Internet, ne fait pas sauter les verrous juridiques et professionnels, censés protéger le public contre les fausses nouvelles. ■

## Chronique

## INTERNATIONALE

## Les gouvernements d'Europe face à la "crise"

François Forgeue

Ce mardi 16 août, la chancelière allemande, Angela Merkel, et le président Nicolas Sarkozy se rencontrent donc. Personne ne s'attend à des déclarations fracassantes, à même de faire oublier qu'il y a moins d'un mois, la réunion des chefs d'Etat de la zone euro n'avait abouti qu'à des vœux pieux.

Un quotidien régional, *La Nouvelle République*, considère qu'il ne s'agit pas « d'un rendez-vous au sommet, mais plutôt au chevet de nos économies affaiblies ». L'hebdomadaire américain *Time* est plus direct. Il titre : « Déclin et chute de l'Europe – et peut-être de tout l'Occident. »

En d'autres termes — que se gardent bien d'utiliser les médias —, c'est bien le système d'exploitation capitaliste, qui, à l'échelle mondiale, est en crise, une crise que nourrissent tous les moyens utilisés jusque-là pour la différer. Ce que l'on baptise du nom de « rigueur », « d'austérité », de « règle d'or », ce n'est pas autre chose qu'une attaque frontale contre les conditions d'existence, les droits les plus élémentaires des peuples travailleurs d'Europe et du monde.

Qu'on se tourne vers l'Italie — troisième économie de la zone euro —, le plan exigé par la Banque centrale européenne impose une réduction de 48 milliards d'euros en trois ans et une réduction supplémentaire de 45 milliards en deux ans ! Devant l'énormité de ce plan, la direction de la principale confédération italienne, la CGIL, qui avait pourtant manifesté sa « compréhension » à l'égard de la « nécessaire réduction des déficits publics », vient de décider de préparer une grève générale contre « ce plan inique ».

Quoi qu'il advienne par la suite, cette décision procède de la volonté des travailleurs italiens — comme de tous les travailleurs d'Europe — de ne pas accepter la dictature de la dette. Faisant allusion à la situation difficile dans laquelle se trouvent aussi bien Merkel que Sarkozy, *La Nouvelle République* écrit : « Ne rien faire, c'est le risque d'une nouvelle flambée (...). Engager sans préliminaire la rigueur et c'est le feu social qui soudain peut exploser. »

## Tunisie : le gouvernement Caïd Essebsi conduit le pays dans l'impasse

## La police charge violemment une manifestation de l'UGTT

De notre correspondant à Tunis

Des milliers de travailleurs sont descendus dans la rue de la capitale à l'appel de la centrale syndicale, ainsi que dans les principales villes du pays, avec une même revendication : accomplir les objectifs de la révolution.

Jour après jour, tout indique que le gouvernement Caïd Essebsi conduit la Tunisie dans l'impasse. Mais le peuple refuse de s'y laisser conduire. Des syndicats de l'UGTT, des entreprises, des usines, des comités locaux de protection de la révolution monte l'exigence de mettre fin à une politique qui dure depuis plus de vingt ans et qui a pour noms : injustice, corruption, chômage, endettement, enchaînement à l'impérialisme.

Le bureau exécutif de l'UGTT prend la décision d'organiser une manifestation pour dénoncer la politique du gouvernement Caïd Essebsi, pour le 15 août, manifestation qui devait partir du siège de l'UGTT.

Mais, pour des raisons de sécurité, apprendra-t-on plus tard, le lieu de rassemblement est déplacé devant la Bourse du travail.

Comme des milliers de citoyens qui n'ont pas reçu cette information, je me suis rendu devant le siège de l'UGTT à midi. Et c'est ainsi que deux manifestations ont lieu à Tunis au même moment et qui portent la même revendication : accomplir les objectifs de la révolution.

## Les institutions de l'ancien régime toujours debout

Plus de 5 000 manifestants s'avancent dans l'avenue Habib-Bourguiba, artère principale de la ville et lieu où se trouve le ministère de l'Intérieur. Ouvriers, enseignants, étudiants, avocats en robe scandent tous sans relâche : « Le peuple demande la chute du régime. »

Manifestation pacifique comme celle qui a conduit à la fuite de Ben Ali. Mais la répression ne tarde pas, brutale, sauvage, injustifiée. Coups de matraques, bombes lacrymogènes, poursuite des citoyens même dans les entrées des immeubles où ils se réfugient.

## PROCÈS

## Les responsables du régime Ben Ali acquittés les uns après les autres

Les procès se suivent et se ressemblent. Après l'acquittement de l'ex-ministre de la Justice, Béchir Tekkari, qui, des années durant, a couvert la corruption et ordonné toutes les manœuvres judiciaires pour servir les intérêts du clan de Ben Ali, après l'acquittement également de Abderrahim Zouari, l'ex-secrétaire général du RCD, qui régissait non un parti politique, mais une pieuvre faite pour sucer les biens publics et privés, et pour écraser toute forme de résistance ou de contestation, c'est au tour du général Seriaty, l'homme qui est au centre de tout l'appareil répressif, qu'il dirige de main de maître du saint des saints, c'est-à-dire du palais présidentiel.

Celui-là même qui, après avoir assuré la fuite de Ben Ali, a lâché ses meutes à travers tout le pays pour tuer, incendier, semer la terreur. Traduit en justice non pour les faits criminels dont il porte toute la responsabilité, mais pour une question de passeports, il est à son tour acquitté. Et dans plusieurs villes, Sousse, Tunis, Sfax, Bizerte, Gafsa, Mahdia, Grombalia, etc., son acquittement provoque la colère des citoyens, qui descendent dans la rue pour dire leur rejet d'une justice aux ordres. Mais le message du gouvernement et du ministère de la Justice est clair : imposer au peuple une ligne de conduite qui indique que rien n'est changé et que les rouages judiciaires continueront à être soumis à leurs ordres.



La manifestation du 15 août, à Tunis.

Je m'entretenais dans une rue adjacente avec la jeune avocate M<sup>me</sup> Hanane Fathallah lorsqu'une bombe lacrymogène atterrit dans sa robe d'avocate et une autre me blesse à la jambe. Je voulais photographier les scènes de la violence policière pour en rendre compte lorsque le poing d'un agent des brigades antiterroristes me prend au visage. « Tu veux la démocratie, je vais te montrer ce que c'est que la démocratie. »

## Le peuple tunisien est en train d'écrire l'acte II de la révolution

Et tout de suite, une meute d'agents m'entoure pour me violenter et m'arracher des mains téléphone et dictaphone.

Ce sont les mêmes manifestations qui se déroulent à Sousse, Sfax, Bizerte, Sidi Bouzid, Béja, etc. Oui, indiscutablement, le régime de Ben Ali est toujours debout avec sa justice « indépendante », avec sa police « nationale », avec son gouvernement assujéti au FMI et à l'Union européenne. Mais tout aussi indiscutablement, et je l'ai senti vibrer au cœur des mobilisations et des nombreuses réunions auxquelles j'ai assisté, le peuple tunisien est en train d'écrire l'acte II de la révolution.

Cette nuit, une manifestation de protestation contre les violences policières et la répression de la manifestation à Tunis se tient devant le siège du gouvernorat de Sfax.

## ENTRETIEN

## "Rien n'est fait dans le sens des revendications posées par la révolution"

Un professeur de l'enseignement secondaire

Nous sommes toujours dans la même situation sept mois après l'éclatement de la révolution. Notre manifestation est sortie pacifiquement des locaux de l'UGTT et voici ce que nous recevons (M<sup>me</sup> C. me montre les bleus, provoqués par les violences policières, qu'elle a au bras). Aujourd'hui, nous constatons que rien n'est fait dans le sens des revendications posées par la révolution. Au contraire. Comme vous le savez, la justice disculpe les uns après les autres les responsables du régime, et le gouvernement est aux ordres.

## Aux ordres de qui ?

Mais de l'impérialisme, bien sûr.

## Et les élections à l'Assemblée constituante qui approchent ?

Vous voyez bien que les Tunisiens ne se bousculent pas pour s'inscrire. La plupart des citoyens se méfient des partis politiques et ne leur donnent pas leur confiance, parce qu'ils voient bien qu'ils ne se préparent qu'à une chose : se partager les sièges de la future assemblée.

## ÉGYPTE

## Dissolution de la fédération officielle des syndicats égyptiens ou rénovation ?



Photo Stringer/EPA

Les travailleurs égyptiens en grève ont souvent cherché à créer leurs syndicats indépendants.

## Correspondant

Sous la pression des travailleurs qui veulent en finir avec le régime et tous ses rouages, le gouvernement Charaf a fini par se décider à dissoudre, le 4 août 2011, la commission exécutive de la Fédération syndicale égyptienne (FSE), organisation totalement liée au régime de Moubarak. La raison officielle de cette mesure est une récente décision de justice qui stipule que les membres de la commission exécutive de la FSE ont été élus pour le « mandat » 2006-2011 dans des élections totalement truquées. En fait, ce sont 176 décisions de justice qui ont abouti à la même conclusion depuis plusieurs années, tant pour la direction de la fédération officielle que pour les syndicats qui la composent. Tous les membres de la commission exécutive étaient membres de l'ex-Parti national démocratique de Moubarak. L'ancien président de la FSE, Hussein Megawer, est en prison. Il est accusé d'avoir organisé la « bataille des chameaux » et recruté des centaines de voyous contre les manifestants de la place Tahrir, le 28 février, et d'avoir détourné des sommes considérables. Créée en 1957, la FSE a été pendant des décennies une institution clé, un rouage de l'appareil d'oppression et de corruption du régime.

**UN SYNDICAT QUI COMPTE AUJOURD'HUI 35 000 ADHÉRENTS DANS LE PAYS**  
La loi 35 de 1976 lui confère le monopole de la représentation des travailleurs. En vertu de cette loi, tout syndicat doit obligatoirement y être affilié et les cotisations des adhérents prélevées sur les salaires. Elle a joué un rôle clé contre les grèves et dans l'intimidation des travailleurs qui cherchaient à se doter d'organisations indépendantes. Pour résister aux conséquences dramatiques des privatisations, les travailleurs ont non seulement été privés de syndicats leur permettant de défendre leurs revendications, mais ils

se sont trouvés directement confrontés aux syndicats locaux et à la fédération officielle, qui étaient les instruments d'application du programme de privatisations du régime. En 2006, les ouvriers du textile de Mehalla el-Kobra, en grève, avaient dû se battre contre le syndicat officiel. Des dizaines de milliers ont manifesté pour obtenir leurs salaires impayés depuis plusieurs mois. La même année, 3 000 agents collecteurs des impôts fonciers, en grève pour des augmentations salariales, se heurtaient au même problème, avant de créer, deux ans plus tard, le premier syndicat indépendant égyptien depuis 1957. Un syndicat qui compte aujourd'hui 35 000 adhérents dans le pays.

Ce syndicat a été l'un des fondateurs de la Fédération égyptienne des syndicats indépendants (FESI), dont la constitution a été annoncée lors d'une conférence de presse tenue le 30 janvier 2011, place Tahrir. La nouvelle fédération compte à ce stade une douzaine de syndicats indépendants, parmi lesquels ceux des techniciens de santé, des travailleurs de l'Autorité des transports du Caire, de l'Union des retraités, de syndicats de la ville nouvelle de Sadat-City, où 50 000 travailleurs sont employés dans 200 entreprises, majoritairement textiles, métallurgiques, de céramique et de porcelaine.

Le gouvernement a donc dissous la commission exécutive de la FSE, puis désigné un comité exécutif provisoire pour gérer les affaires courantes d'ici les élections, qui devraient se dérouler en octobre prochain, sous contrôle judiciaire. Dans le même temps, le gouvernement prépare une loi sur les libertés syndicales qui se substituerait à celle de 1976.

Cette nouvelle loi devrait assurément garantir aux travailleurs le droit de constituer des organisations syndicales indépendantes. Mais la fédération officielle et les 23 syndicats qui la composent, qui ont dominé et opprimé les travailleurs pendant des décennies, vont-ils être maintenus et « rénovés », ou seront-ils dissous comme le demandent les milliers de

travailleurs qui les rejettent et qui ont réclamé que soit arrêté le prélèvement des cotisations sur leurs salaires ? Le débat est engagé. Il y a, d'un côté, ceux pour qui la dissolution de la commission exécutive de la fédération officielle, décidée le 4 août, doit être le premier pas vers la dissolution totale de la FSE et de ses syndicats, et la mise à l'écart de tous les responsables qui sont encore à leur poste. Et il y a, de l'autre côté, ceux qui disent « *qu'avec ses fonds, ses sièges, sa banque ouvrière, son université ouvrière, la fédération officielle est une propriété collective des travailleurs que la loi à venir devrait réformer* ». Le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, Ahmed el-Borei, estime, lui, que la FSE doit être maintenue au nom du « pluralisme syndical ». Il y a aussi ceux qui voudraient que les syndicats indépendants rejoignent la FSE rénovée...

### ENTRE 8,26 ET 23,60 EUROS MENSUELS APRÈS QUINZE ANS D'ANCIENNETÉ

Pour l'heure, les travailleurs, par vagues, continuent de formuler leurs exigences.

Le 14 août, les ouvriers de plusieurs entreprises pétrolières manifestaient devant le cabinet du Premier ministre pour exiger des contrats permanents. Une cinquantaine de travailleurs de l'hôpital Ahmad-Maher manifestaient, le 8 août, devant les bureaux du ministre de la Santé pour des contrats de travail et une augmentation des salaires. Certains y travaillent depuis quinze ans sans contrat et gagnent entre 70 et 200 livres (entre 8,26 et 23,60 euros), primes incluses.

Les postiers de Benha, dans le gouvernorat de Qaliubiya, dans le delta, se sont mis en grève le 8 août pour une augmentation de leurs salaires et pour obtenir la démission du directeur du bureau de poste.

La coalition des Enseignants pour l'Égypte, dans le gouvernorat d'Assiout, en Haute-Égypte, appelle à une grève dès la rentrée scolaire. Les enseignants demandent une augmentation des salaires et la fixation d'un salaire minimum. ■

## International

## CHINE

## La grève des cheminots de Zhuzhon fait reculer la direction

## François Forgeu

Le 2 août, plusieurs centaines de travailleurs du dépôt de Zhuzhon, dans la région du Hunan, se rassemblaient devant la gare de Changsu, un important centre de tri régional. La grève menaçait de perturber le trafic entre Changsu et Canton, la capitale industrielle et exportatrice de la Chine du Sud. Les autorités dépêchèrent sans attendre des « médiateurs » sur place. Les manifestants ne se dispersèrent que lorsque des assurances leur furent données que des négociations étaient en cours et qu'une réponse aux revendications serait apportée sous un mois.

### LA CLASSE OUVRIÈRE CHINOISE VEUT OBTENIR SES DROITS

Cette grève est la dernière en date d'une série de grèves qui ont affecté les transferts (cars, autobus et taxis), mais c'est la première qui frappe les chemins de fer, secteur « stratégique » particulièrement surveillé par les autorités.

Les revendications des conducteurs portent principalement sur les horaires de travail et sur le paiement des heures supplémentaires. Le journal chinois *Daily Economic News* rapporte qu'en moyenne, un conducteur doit accomplir treize rotations par mois, que son salaire mensuel est en moyenne de 4 000 yuans (450 euros) et qu'il n'y a aucun contrôle effectif du nombre des heures supplémentaires. Un conducteur du dépôt de Zhuzhen a déclaré que, d'une manière générale, ses camarades et lui étaient astreints à un nombre d'heures supplémentaires excessif, qu'ils ne disposaient pas d'un temps de repos suffisant entre deux services et que l'état de fatigue des conducteurs mettait en question la sécurité.

## PAKISTAN

## Coup de force antisyndical



La All Pakistan Trade Union Federation (APTUF), une confédération syndicale pakistanaise, nous informe qu'au mois de mai dernier, une section syndicale de cette organisation avait été formée dans l'entreprise Capital Industry, qui produit des bicyclettes. Conformément à la loi pakistanaise, un référendum a eu lieu dans l'entreprise, confirmant le fait que la section syndicale avait pouvoir de négociations. Pourtant, la direction de l'entreprise a refusé de négocier avec les représentants syndicaux, refusé de reconnaître le syndicat, et, ce 8 août, elle vient de licencier arbitrairement quarante et un travailleurs, dont les six délégués syndicaux. L'APTUF appelle à la solidarité internationale contre ce coup de force antisyndical. ■

Propos frappants après le terrible accident du TGV chinois — dont les autorités masquent en grande partie les causes et les conséquences —, mais dont, pourtant, un journal chinois a pu écrire que tout autant que la fiabilité du matériel, les méthodes de gestion étaient en cause.

L'arrêt de travail des cheminots de Zhuzhan s'inscrit dans une longue liste de ce que les autorités chinoises appellent des « incidents de masse », dont le rythme va s'accroissant.

La classe ouvrière chinoise — forte aujourd'hui de plus de 300 millions de salariés —, forgée au travers d'une industrialisation qui n'a été possible que parce que la révolution de 1949 avait mis fin à la mainmise étrangère et arraché les moyens de production des mains de leurs propriétaires privés, veut se réapproprier les fruits de ce qu'elle a conquis, de ce qu'elle a construit.

La grève de Honda, de ce printemps, où les travailleurs ont désigné leurs délégués, porteurs de leurs revendications, et imposé de véritables négociations, n'était pas un feu de paille, mais l'annonce de toute une série de conflits. La classe ouvrière chinoise veut obtenir ses droits : droit d'organisation, droit de grève, droit de négociation collective.

Les moyens d'information ont noté — et souligné — la sévérité et aussi le sentiment d'urgence avec lesquels le gouvernement et ses porte-parole ont réagi à l'accord Obama-républicains sur la dette, l'agence officielle chinoise adjurant le gouvernement américain de « ne pas laisser la bombe à retardement de la dette aller jusqu'à l'explosion ».

C'est une réelle angoisse qui saisit la bureaucratie chinoise face aux conséquences sociales en Chine même de l'approfondissement d'une crise mondiale incontrôlée. ■